

PORTRAIT SOCIAL

Caf de l'Essonne

Septembre 2019

52 %
personnes
couvertes

232 800
allocataires

En Essonne, au 1^{er} janvier 2019, plus de 670 300 habitants sont couverts par au moins une prestation légale versée par la Caf, soit 52 % de la population totale. Sur le territoire, ce taux varie de 34 % à 68 % selon les communes.

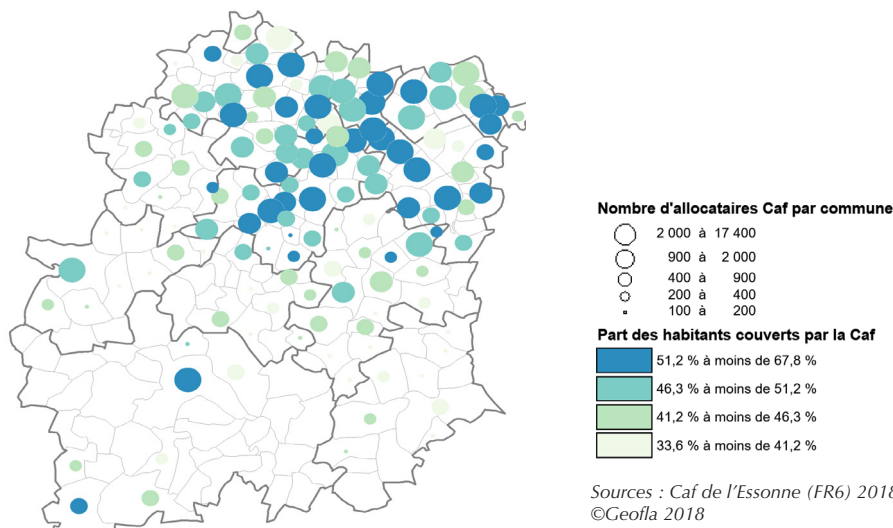
Le département se caractérise par un public plutôt familial avec 47 % de couples avec enfants (41 % en Île-de-France, 38 % en France métropolitaine) et 18 % de familles monoparentales (respectivement 17 % et 15 %). Par ailleurs, plus de 13 300 étudiants bénéficient d'une aide, soit 6 % de l'ensemble des allocataires.

Les aides versées par la Caf visent à soutenir le niveau de

vie des familles et à réduire les inégalités de revenus. Parmi les allocataires dont les ressources sont connues, 23 % ont plus de la moitié de leurs ressources financières composées de prestations légales, dont 27 700 qui en dépendent en totalité (soit 13 %, contre 17 % et 16 % au niveau régional et national).

Près de **70 300 foyers allocataires vivent sous le seuil de bas revenus** (revenu inférieur à 1 071 euros par unité de consommation et par mois), soit 30 % des allocataires du département (33 % en Île-de-France et 32 % en France métropolitaine). **Dans ces foyers vivent 85 200 enfants de moins de 21 ans.**

Nombre d'allocataires et taux de couverture de la population par la Caf



POUR ALLER PLUS LOIN...
<http://data.caf.fr/dataset/population-des-foyers-allocataires-par-commune>



Petite enfance



Enfance
et parentalité



Logement
et cadre de vie



Solidarité
et insertion



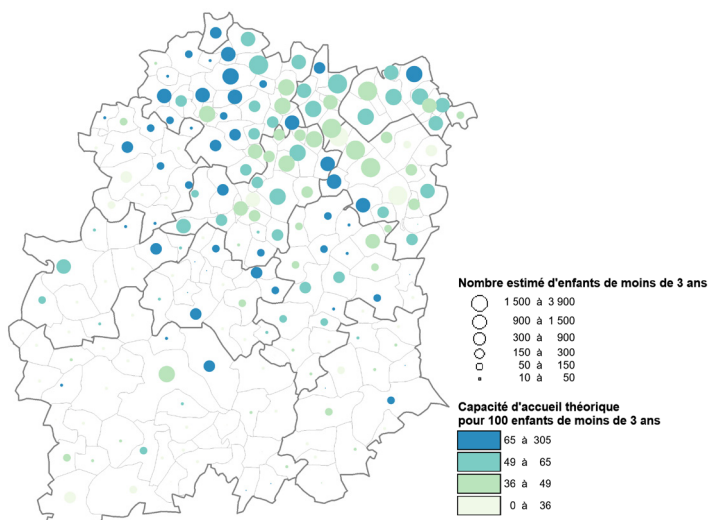
Zoom sur
les allocataires
à bas revenus

Petite enfance

Aider les familles à concilier vie professionnelle, vie familiale et vie sociale



Capacité d'accueil théorique pour 100 enfants de moins de trois ans



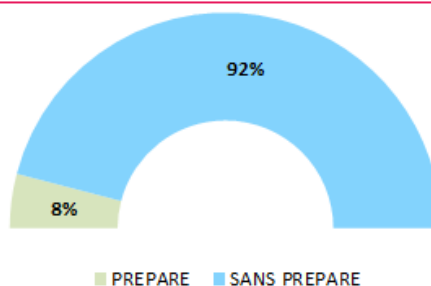
Sources : Education nationale (Depp), Insee (Rp), Cnaf, Acoess, Drees, Msa 2017
©Geofla 2018

POUR ALLER PLUS LOIN...
<http://data.caf.fr/dataset/taux-de-couverture-global>

La Caf soutient l'offre d'accueil des jeunes enfants par le biais de financements en direction des équipements et de prestations individuelles versées aux familles. En 2017, avec **près de 29 100 places**, la **capacité théorique d'accueil de l'Essonne s'élève à 52 places pour 100 enfants de moins de trois ans**. Elle varie de 40 % à 70 % selon les intercommunalités. L'offre des assistant(e)s maternel(le)s représente plus de la moitié des places.

Au niveau national, l'offre d'accueil permet une couverture théorique de 60 places pour 100 enfants de moins de trois ans (établissements d'accueil du jeune enfant, classes pré-élémentaires, assistant(e)s maternel(le)s et salariés employés au domicile des parents).

Enfants couverts par la prestation PreParE



Pour les familles souhaitant interrompre leur activité pour garder leur jeune enfant, une réponse leur est apportée à travers la prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE) : plus de 4 100 enfants ont des parents qui la perçoivent.

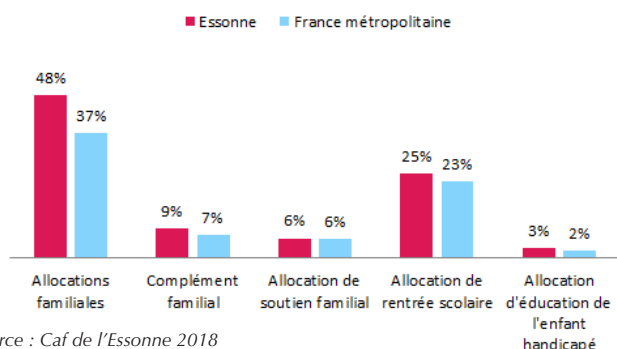
Source : Caf de l'Essonne 2018

Enfance et parentalité

Soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents-enfants



Répartition des prestations



Source : Caf de l'Essonne 2018

La Caf contribue aux charges de la famille par le versement de prestations destinées à l'entretien des enfants :

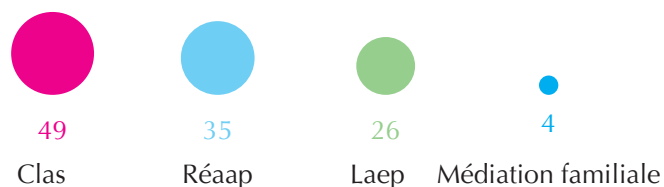
> 48 % des allocataires bénéficient des allocations familiales, versées à partir du deuxième enfant, et 9 % perçoivent un complément familial,

> 25 % reçoivent l'allocation de rentrée scolaire visant à assumer les coûts liés à la scolarité des enfants,

> 6 % perçoivent l'allocation de soutien familial destinée à élever un enfant privé de l'aide de l'un ou de ses deux parents,

> 3 % sont soutenus dans l'éducation et les soins à apporter à un enfant porteur de handicap par l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé.

Les établissements et actions financés en 2018



La Caf témoigne également d'un engagement important de soutien à la parentalité. Cette démarche se concrétise par l'organisation d'actions permettant aux parents d'élaborer leurs repères éducatifs et de soutenir leurs initiatives.

Clas : Contrats locaux d'accompagnement à la scolarité
Réaap : Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents
Laep : Lieux d'accueil enfants-parents

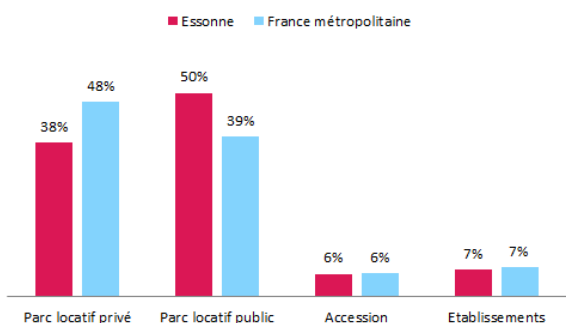
Source : Caf de l'Essonne 2018

Logement et cadre de vie

Soutenir les familles dans leurs relations avec l'environnement



Bénéficiaires d'une aide au logement selon la structure du parc



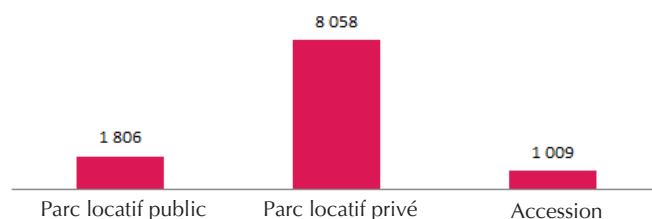
Source : Caf de l'Essonne 2018

Au mois de décembre 2018, **98 200 foyers essonnien** reçoivent une aide au logement de la part de la Caf. Cela représente une population de près de **244 300 personnes, soit 19 % de la population totale du département**. L'Essonne se caractérise par une plus forte proportion d'aides au logement dans le parc locatif public (50 % des bénéficiaires contre 47 % en Île-de-France et 39 % en France métropolitaine).

POUR ALLER PLUS LOIN...

<http://data.caf.fr/dataset/taux-d-effort-net-median-logement-des-foyers-allocataire-percevant-une-aide-au-logement>

Allocataires consacrant au moins 40 % de leurs revenus au paiement du loyer et des charges



Source : Caf de l'Essonne 2018

Après perception des aides au logement, **10 900 foyers consacrent plus de 40 % de leurs revenus au paiement du loyer et des charges**. Le type de parc locatif se révèle un facteur essentiel : 8 100 sont situés dans le parc locatif privé, majoritaire en nombre de logements et présentant des loyers plus élevés, soit une proportion quatre fois plus importante par rapport à celle de leurs homologues dans le parc locatif public.

Solidarité et insertion

Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion et au retour à l'emploi



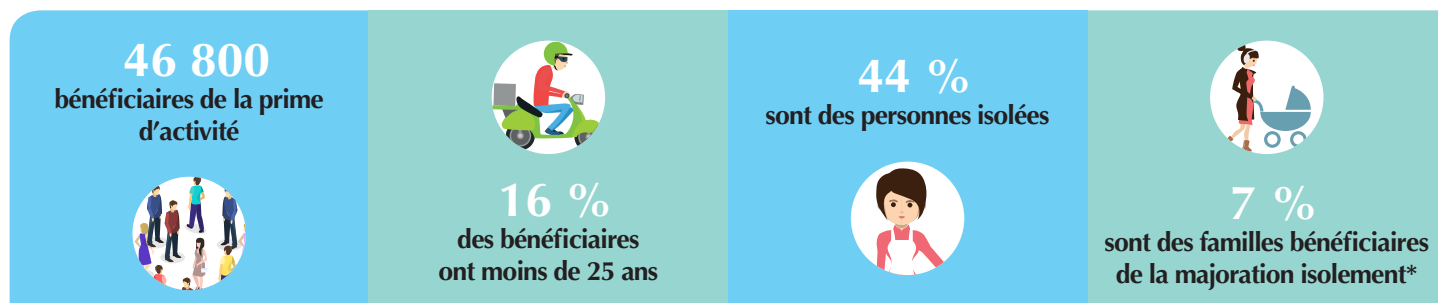
La lutte contre les exclusions est un domaine dans lequel la branche Famille de la Sécurité sociale est partie prenante de façon constante. Cette mission se traduit par :

- > le **versement du revenu de solidarité active (Rsa)** à **27 900 foyers** sur le territoire essonnien,
- > **46 800 allocataires bénéficiaires de la prime d'activité (Ppa)**, qui soutient le pouvoir d'achat des travailleurs modestes, tout en visant le maintien dans l'emploi,

> **15 700 personnes souffrant d'un handicap et ayant des ressources faibles ou nulles sont bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés (Aah)**. 62 % d'entre elles perçoivent l'Aah à taux plein, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas d'autres revenus.

Également incitative à la reprise d'une activité, la **prime d'activité est cumulée au Rsa pour 5 200 foyers** essonnien en 2018.

Profil des bénéficiaires de la prime d'activité



* Une personne isolée peut voir son montant forfaitaire majoré à la suite d'un des événements suivants : déclaration de grossesse, naissance d'un enfant, prise en charge d'un enfant, séparation, veuvage.

Les pouvoirs publics ont décidé à compter du 1^{er} janvier 2019, une revalorisation exceptionnelle de la prime d'activité, prestation qui complète les revenus professionnels. Cette mesure permet d'augmenter le montant de la prime d'activité versée à ceux qui la perçoivent déjà, mais elle permet également de verser cette prime à de nouveaux bénéficiaires, et contribue ainsi à la revalorisation du pouvoir d'achat des personnes en activité. Ainsi, au niveau départemental, entre le 31 décembre 2018 et le 31 mars 2019, le **nombre de bénéficiaires de la Ppa a augmenté de 19 100 allocataires, soit une progression de 41 %**.



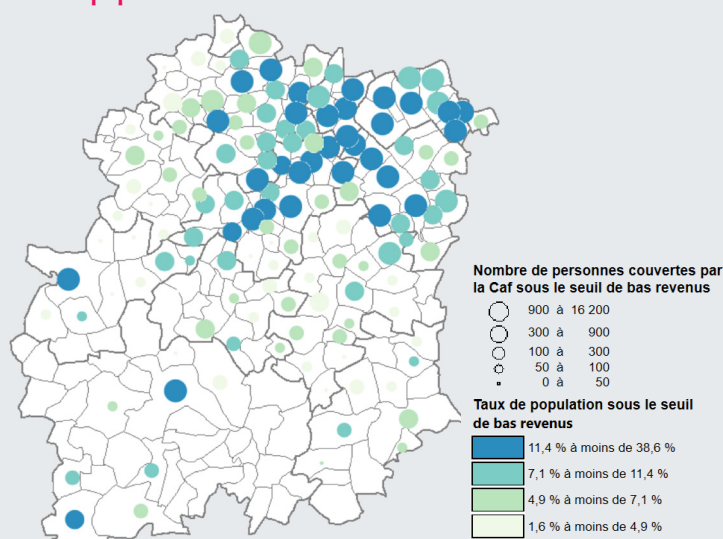
LES ALLOCATAIRES À BAS REVENUS

Le Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale (Pplpis), adopté en janvier 2013 pour une durée de cinq ans, visait à la fois à répondre à l'urgence sociale signalée par le diagnostic sur les causes de la pauvreté et à structurer la politique de lutte contre la pauvreté sur le long terme. Une des mesures phare du Pplpis prévoyait la revalorisation de 10 % en cinq ans du montant forfaitaire du Rsa. Fin 2018, il a été prolongé par le plan présenté par Emmanuel Macron qui ambitionne de prévenir la reproduction de la pauvreté et a annoncé cinq grands domaines sur lesquels la politique doit être menée pour « éradiquer la pauvreté extrême » : la petite enfance, l'enfance, les jeunes, l'accompagnement vers l'emploi et les minima sociaux.

D'un point de vue monétaire, fin 2018, en Essonne, près de 70 300 allocataires sont considérés comme vivant sous le seuil de bas revenus, c'est-à-dire avec moins de 1 071 euros par unité de consommation et par mois. Ces foyers abritent plus de 178 200 personnes, soit 14 % de la population du département. Cette proportion de population à bas revenus est assez semblable à celle de la région et de la France métropolitaine (15 % et 14 % respectivement).

23 % des enfants de moins de 21 ans résident dans un foyer allocataire à bas revenus. Cet écart marqué entre la population allocataire et les enfants démontre la plus grande vulnérabilité de ce jeune public face aux phénomènes de paupérisation.

Taux de population sous le seuil de bas revenus



Sources : Caf de l'Essonne (FR6) 2018 et Insee (Rp) 2016
©Geofla 2018

46 % des foyers allocataires à bas revenus sont fortement dépendants en Essonne (49 % en Île-de-France et 47 % au niveau de la France métropolitaine), c'est-à-dire que leurs revenus sont composés à 75 % ou plus de prestations versées par la Caf. Parmi ces foyers, 25 600 vivent de ressources provenant entièrement des prestations légales. Cette donnée conforte le rôle protecteur joué par la branche Famille de la Sécurité sociale pour les familles les plus modestes.

Le versement des prestations légales apparaît aussi comme une aide financière précieuse pour 32 100 foyers allocataires considérés comme fragiles et couvrant 93 800 Essonnien(ne)s. Ceux-ci tomberaient, en effet, sous le seuil de bas revenus sans la perception des prestations familiales et/ou sociales, ce qui conduirait à faire croître le taux de population essonnienne à bas revenus de sept points pour le porter à 21 % dans le département. Le versement de ces prestations est un rempart d'autant plus capital pour les familles qui se situent aux franges du seuil de bas revenus et peuvent, à tout moment, basculer dans la pauvreté monétaire.



> POUR ALLER PLUS LOIN...
<http://data.caf.fr/dataset/beneficiaire-bas-revenus>